

Thème 1 – Comprendre un régime politique : la démocratie

Axe 2 – Recul et avancées des démocraties

I) Jalon 3 – L'inquiétude de Tocqueville : de la démocratie à la tyrannie ?

A) Une analyse du modèle politique américain par le prisme du modèle politique européen :

- **Tocqueville** (noble né à Paris en 1805, mort en 1859 à Cannes) est observateur du modèle américain : il se rend en **voyage aux États-Unis en 1831** car il est magistrat et reçoit, à ce titre, pour mission d'observer le système pénitentiaire américain (pour améliorer le système pénitentiaire français). En réalité, c'est un prétexte : il accepte la mission car il a un autre objectif, observer le fonctionnement de la jeune démocratie américaine (une démocratie née en 1787 seulement). Dans une lettre de 1835 écrite à un ami, il précise que « cela fait 10 ans que j'ai ce projet » => il songe donc à observer la démocratie américaine depuis 1825, très tôt, à 20 ans ! C'est une réflexion générale sur la démocratie : « Dans l'Amérique, j'ai vu plus que l'Amérique, j'y ai cherché une image de la démocratie elle-même ». Sur place, il prend des notes sur tout ce qu'il voit et rédige de retour en France un livre résumant son voyage : *De la démocratie en Amérique* est publié en deux volumes en 1835 et 1840. C'est le **premier livre de Science politique**.

- Le modèle américain est intéressant pour lui car, à la différence de l'Europe, les **États-Unis n'ont aucun passé social aristocratique** (il existe des différences de richesse, non fondées sur la naissance (il songe à la noblesse ici), mais sur le travail) ; ils sont donc **devenus en même temps une démocratie et une société égalitaire** : aux États-Unis, il se trouve par un hasard historique que la société égalitaire et les institutions démocratiques sont nées en même temps (guerre d'indépendance 1776-1787 et Constitution américaine en 1787) ; c'est donc le laboratoire politique idéal pour étudier les raisons qui poussent une société à choisir la démocratie ou, au contraire, à s'en détourner => on peut y observer la pureté sociale de l'égalité et la modernité démocratique brute apparue au même moment à la fin du XVIII^e siècle « sans dégradation », comme en Europe. Il compare la construction de la démocratie aux États-Unis à une forêt primaire dans laquelle on perce des routes : cela donne un réseau routier parfait, droit, pure, menant à un seul rond-point.

- Mais, en Europe, la situation est très différente des États-Unis : la société est devenue égalitaire en 1789 mais l'État (par tradition avec l'Ancien Régime monarchique) a gardé une tradition de pouvoir fort ex : sous la restauration (1815-1830) : en **1825**, Charles X est sacré à Reims comme les Rois absolus (depuis Clovis en 496) avec la Sainte-ampoule et le touché des écrouelles (rituel du sacre royal depuis les Mérovingiens).

Donc les questions centrales étudiées par Tocqueville à partir du cas américain pour questionner le cas européen sont :

- **Comment créer en Europe des institutions démocratiques avec une tradition étatique qui ne l'est pas encore ?**
- **Comment protéger en Europe le désir d'égalité sociale contre un État fort qui refuserait à son peuple la démocratie ?**

B) La pensée politique de Tocqueville :

1- Le modèle politique américain et ses limites : **doc 3p47**

a) Une République représentative et présidentielle : une **République représentative** (des députés élus à la Chambre des représentants, des Sénateurs élus et un président élu) avec un **président** élu au **suffrage indirect** : le peuple élit d'abord des **Grands électeurs** dont le nombre varie en fonction de la population de chaque État et ces grands électeurs élisent ensuite le président car c'est un **État fédéral** : ce qui compte n'est **pas d'obtenir la majorité des voix mais celle des États** (donc des 538 Grands électeurs) : les plus peuplés ont plus de Grands électeurs comme la Californie (55) que d'autres, le moins c'est 3. Un **président peut être élu sans avoir la majorité absolue des voix mais en obtenant la majorité des États** donc des Grands électeurs et, en théorie, un président pourrait être élu avec seulement 20% des voix (ex : Georges W. Bush en 2000 face à Al Gore qui avait 500 000 voix d'avance et Donald Trump en 2016 face à Hilary Clinton qui avait 450 000 voix d'avance).

b) Les limites du modèle américain négligées par Tocqueville :

- Tocqueville parle des Noirs et des Indiens dans son livre mais pour **justifier leur exclusion politique** : s'ils n'ont pas accès, selon lui, à la politique et à l'égalité, c'est parce que les Noirs sont esclaves et les Indiens sont nomades => comme ils ne sont pas éduqués, les deux sont en dehors de la civilisation démocratique ! Les Noirs pourraient se civiliser selon lui (car ils sont en contact avec les Blancs), mais pas les Indiens (car aucun contact, sinon guerrier) avec les colons anglo-saxons.

- **L'exclusion des femmes** qui n'obtiendront le droit de vote qu'en **1920** aux États-Unis.

- **des Afro-Américains** : ils sont déclarés non citoyens en 1857 par un arrêt de la Cour suprême, qu'ils soient d'ailleurs esclaves ou libres.

- **L'esclavagisme dans les États du Sud perdure jusqu'en 1865** (avec la fin de la **guerre de Sécession** (1861-1865) et le vote du 13^e amendement à la Constitution). Mais, avec l'essor du Ku Klux Klan, organisation raciste qui lynche des Noirs, une politique de **ségrégation raciale** s'installe dans la plupart des **États du Sud** : des « lois » prises à partir des **années 1870** (toute une série d'**arrêtés locaux** qui privent les Afro-Américains de leurs droits civiques : des toilettes séparées, interdiction de fréquenter les écoles réservées aux Blancs, les bus, les bibliothèques...).
- Il faut attendre les **années 1960** et le **mouvement pour les droits civiques** pour qu'ils puissent bénéficier du droit de vote sous la présidence démocrate de John Fitzgerald Kennedy (**Voting Rights Act** de 1965) et que toute forme de ségrégation raciale soit interdite (dans certaines écoles à partir de 1954-1955 et **Civil Rights Act** voté seulement en 1965).
- La lutte est parfois très violente (avec des **massacres** de Noirs jusque dans les années 1950 : le plus grand **massacre** est à **Tulsa** dans l'Oklahoma le **1^{er} juin 1921** avec le lynchage de 300 Noirs et 10 000 réfugiés noirs qui furent obligés de quitter définitivement la ville ; la raison : les Noirs refusent de continuer à utiliser les toilettes collectives non lavées qui leur sont réservées ; Tulsa est la ville où George FLOYD a été tué en 2021 et où des émeutes se sont produites pour dénoncer son meurtre par un policier blanc). Des grandes figures de la lutte pour les droits civiques des Noirs sont restées célèbres comme **Rosa Parks** (qui refuse de céder sa place dans un bus à un blanc en 1955 : elle est arrêtée par la police et doit payer une amende de 15 dollars) et **Martin Luther King** (tué en 1968).

- **des Amérindiens** sont les autres exclus de la démocratie américaine : ils ont été vaincus et progressivement relégués, et parfois même déportés. En 1831, La Cour suprême les avait qualifiés de « nations domestiques dépendantes », et la citoyenneté leur avait été refusée. Il faut parler même de **génocide** à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e car une politique planifiée de grands massacres et de **marches de la mort** est organisée pour éliminer les tribus indiennes et les déporter vers l'Ouest est mise en place par l'État américain. Ex : en **1838-1839**, les 18 000 Indiens **Cherokees** sont déportés sur plus de 3 500 km le long de la « **Piste des Larmes** », de l'Est du Mississippi vers de nouvelles « réserves » en Arkansas et en Oklahoma. 8 000 Cherokees moururent d'épuisement et de mauvais traitements, encadrés par l'Armée américaine.

2- Un modèle historique de transition vers la démocratie : **doc 1p46 (1^{er} paragraphe)**

- Pour Tocqueville, l'histoire mène irrémédiablement à la démocratie car les hommes se cultivent (d'où l'importance de l'école et de l'éducation) => une fois **éduqués** et « éclairés », les citoyens ont la « **passion égalitaire** » ; ils demandent naturellement l'égalité sociale aux dirigeants (lesquels sont tôt ou tard obligés de leur céder cette égalité) ce qui entraîne des révolutions pour assurer l'égalité : si les États-Unis ont instauré la démocratie c'est grâce à leur « passion égalitaire », leur perception de la nécessaire égalité sociale, d'où le respect de la souveraineté populaire obligatoire dans les institutions américaines.

- Cette marche naturelle vers la démocratie se fait par 4 étapes : 1- la passion égalitaire (le XVIII^e siècle en France) 2- l'égalisation des conditions (1789) 3- la recherche des libertés politiques (1792 et 1815-1830 avec le droit de vote censitaire) 4- l'instauration d'une démocratie représentative et individualiste (1787 aux États-Unis d'un coup mais pas encore totalement en France).

3- Les dangers inhérents à la démocratie individualiste et représentative :

a) L'individualisme économique : Comme B. Constant, Tocqueville dénonce l'**individualisme économique** (désir de richesse) excessif qui détourne les citoyens de la politique => ces citoyens laissent le pouvoir naturellement à un dictateur par leur **désengagement** de la vie publique donc politique ! **fin doc 1p46 (2^e paragraphe)**

b) L'instrumentalisation par un tyran de la « tyrannie de la majorité » :

- Tocqueville va plus loin que Constant en expliquant comment toute démocratie (caractérisée par la séparation des 3 pouvoirs) peut devenir une dictature : la démocratie (avec son principe majoritaire) est naturellement en danger car le **pouvoir central** y est **fort** (car provenant de la majorité) et les élections y sont rares (durée courte des mandats aux États-Unis tous 4 ans pour la présidence et tous les 2 ans pour la moitié des députés) => la majorité (instrumentalisée par un **tyran**) peut devenir un tyran en imposant une tyrannie à la minorité et c'est un risque inhérent à toute démocratie, celui de la **tyrannie issue de la majorité** ! **doc 2p46 (2 premiers paragraphes)**

- Tocqueville anticipe :

- **4p47** L'acceptation par les Français (par le **référendum de novembre 1852**) du **coup d'État du 2 décembre 1851** de **Louis Napoléon Bonaparte**. Il est **élu en 1848 pour 4 ans** mais il veut rester au pouvoir et instaurer une dictature. Il ne peut pas être réélu (en 1852) car la Constitution interdit deux mandats présidentiels de suite, d'où son idée de modifier la Constitution, mais il n'est pas sûr d'avoir la majorité des 3/4 à l'Assemblée (pour modifier la Constitution) => il se lance dans l'idée du **coup d'État** (le **2 décembre** pour rappeler le sacre de Napoléon I^{er} le 2 décembre 1804) pour rester au pouvoir et il fait valider son coup d'État par un vote par référendum. Donc, le **plébiscite** est au départ une démarche dictatoriale pour manipuler les Français et le référendum est donc perçu péjorativement quand de Gaulle restaure cette institution en 1958 dans la Constitution de la V^e République.
- **5p47** Les **populismes du début du XXI^e siècle** (des démagogues qui manipulent le peuple comme Trump aux États-Unis et la prise du Capitole du 6 janvier 2021 demandée et soutenue par Trump sur Twitter).

- **3^e paragraphe du 2p46** Pour éviter le passage à la dictature, Tocqueville préconise la **décentralisation** et la **démocratie participative locale**, l'essor du pouvoir local des citoyens (donc l'essor des partis, des syndicats à l'échelle locale).

II) Jalon 4 : Le Chili de 1970 à 1973 : crises et fin de la démocratie

Comment une démocratie socialiste légaliste se transforme-t-elle pourtant en dictature autoritaire d'extrême-droite ?

A) Le temps de l'euphorie socialiste mais les premières difficultés économiques (4 septembre 1970-10 octobre 1972) :

1- L'Unité populaire et ses divisions internes (septembre-novembre 1970) : une crise politique interne à la gauche chilienne

a) Une coalition de gauche (d'avant le 1^{er} tour) victorieuse au 1^{er} tour :

- L'**Unité populaire** est une **alliance de 4 partis politiques de gauche** (le **PS** ou Parti socialiste chilien et le **PC** ou Parti communiste chilien) et l'**extrême-gauche** chilienne (le **MAPU** ou Mouvement d'Action populaire unifiée est révolutionnaire et chrétien et le **MIR** ou Mouvement de la gauche = Izquierda revolucionaria).

- À l'été 1970, ces 4 partis politiques se mettent d'accord sur une **candidature commune** (**Allende** est choisi car c'est celui qui a le plus d'expérience politique : il a créé le PS chilien en 1933, il est ministre en 1938 mais a échoué à trois reprises à la présidentielle en 1952, 1958 et 1964, le mandat présidentiel étant de 6 ans) et surtout sur un **programme politique commun**. Il s'agit des « **40 mesures** ».
- Face à l'Unité populaire, pour la première fois, la droite (le **PN** ou Parti national) et le Centre (la **DC** ou démocratie-chrétienne) sont divisés ; ils présentent deux candidats concurrents.

- Au **1^{er} tour, le 4 septembre 1970**, c'est un coup de tonnerre dans le monde entier car, pour la première fois en Amérique, un **candidat marxiste** (Allende) arrive en tête aux élections (avec 36% des voix contre 35% pour la droite et 29% pour le Centre). La population pauvre du Chili manifeste dans les rues car cette victoire est historique ! C'est l'affolement au Chili pour les plus riches et les États-Unis s'inquiètent...

- Cette victoire s'explique par la **composition socio-professionnelle** du Chili :

- Le Chili est **ouvrier** (quasiment à 50%), **pauvre** (la moitié de la population vit avec moins de 35 dollars annuels) et très **inégalitaire** (2% des plus riches possèdent plus de 50% des terres et des entreprises industrielles en lien avec des capitaux étrangers américains investis dans les mines de cuivre qui est la principale source de richesse du pays). La capitale (**Santiago**) concentre 1/3 des 10 millions de Chiliens et est très majoritairement pauvre : beaucoup de citadins sont des ouvriers mal payés dans des grandes banlieues ouvrières suivant les axes de transport (les **cordons industriels** « en soi », dans le paysage urbain) ou des habitants sans emploi, sous-nourris et mal-logés dans des *callampas* (les « habitats-champignons » donc des bidonvilles), les *pobladores* (les prolétaires). Les ouvriers votent beaucoup pour le PC et les *pobladores* votent beaucoup pour le MIR. Le PS a un électorat issu des classes moyennes (enseignants, infirmières, employés...) et des paysans sans terre.
- Cette population pauvre et issue des classes moyennes (totalement dépendante de son travail, alors que les plus riches vivent du travail des autres) est naturellement séduite par les « 40 mesures » : pour les ouvriers des **nationalisations (3p48)** des entreprises industrielles privées et des **augmentations de salaire** financées par des **augmentations des impôts pour les plus riches**, la baisse du temps de travail ; pour les pobladores un programme de **construction de logements sociaux**, une politique sociale pour les quartiers pauvres (distribution gratuites de fournitures scolaires et de nourriture à des prix fixes bas) ; pour les paysans sans terre une **réforme agraire** (rachetant les terres des plus riches pour les redistribuer à prix réduits en petits lots aux plus pauvres).

b) Une coalition plus large au Congrès au 2^e tour :

- Mais, Allende n'a pas la majorité absolue (il ne l'aura jamais aux législatives au Congrès. Aux législatives de mars 1973, l'Unité populaire a 44% contre 56% pour la droite et le Centre alliés).

La Constitution chilienne de 1925 (le Chili est le seul pays d'Amérique Latine à être une vieille démocratie où la tradition des putschs militaires n'existe pas) prévoit en ce cas un **deuxième tour au Congrès** (au suffrage indirect).

- Pour être élu **le 4 novembre 1970**, Allende contracte un pacte politique avec la DC qui l'élit président en échange du double serment d'Allende de respecter la Constitution (le pacte des **garanties constitutionnelles**) et de respecter l'**autonomie de l'armée** (qui est garante aussi du respect de la Constitution). (**3p48 comparé aux 4 et 5p49**)

c) Les divisions au sein de l'Unité populaire :

- Les deux engagements d'Allende (obligatoires pour être élu au 2^e tour) divisent la gauche et l'extrême-gauche qui ont deux visions différentes de ce que doit être une révolution marxiste et un régime politique marxiste.

- Pour la gauche, Allende, le PS et le PC, il faut :

- Respecter la Constitution « bourgeoise » de 1925 donc **rester dans le cadre légal démocratique hérité 3p48** : comme la droite et le PN bloquent ses réformes au Congrès ; Allende a pour projet de passer « au-dessus » du Congrès en proposant par **référendum** une nouvelle Constitution « plus marxiste » (avec une seule assemblée élue directement par le peuple pour avoir plus de chances d'y avoir la majorité ; le Congrès étant formé de deux assemblées : l'assemblée élue directement mais le Sénat indirectement). C'est l'annonce de cette proposition de référendum qui entraîne sa chute le 11 septembre 1973 !
- **S'appuyer sur l'armée** (le président nommera des généraux au gouvernement) car elle a une **tradition legaliste** (elle défend la démocratie chilienne) ce qui est vrai jusqu'à la nomination de Pinochet en août 1973 (le chef d'État-Major Prats son prédécesseur défend effectivement l'Unité populaire ; le 28 juin 1973, Pinochet lui-même défend Allende contre une tentative de putsch). Donc, pour Allende, l'armée défendant la démocratie, il est inutile d'armer le peuple et les militants de gauche pour défendre l'Unité populaire contre un éventuel putsch. Enfin, Allende a peur d'en arriver (en armant les ouvriers) à une guerre civile (comme la guerre d'Espagne de 1936-1939 qui s'est terminée mal pour la gauche).
- Être **réformiste** et **gradualiste** : il faut réformer par étapes (1-arriver au pouvoir, 2-utiliser les institutions bourgeoises pour nationaliser l'économie et 3-arriver enfin à la société marxiste idéale égalitaire dans laquelle toutes les richesses auraient été redistribuées aux plus pauvres) le pays en utilisant les Institutions légales du pays => en **votant des lois au Congrès** (mais Allende n'y aura jamais la majorité absolue => le Congrès fait de l'obstruction à ses réformes ce qui mène au putsch).

- Au contraire, pour l'extrême-gauche (MAPU et MIR), les « **rupturistes** », il faut **suivre le cas Cubain** (1959) :

- Une **rupture/révolution** violente, armée et brusque : il ne faut pas rester dans le cadre légal constitutionnel car la Constitution a été rédigée par la Bourgeoisie pour défendre son pouvoir => il faut supprimer le Congrès, **s'armer** et faire une **révolution violente** pour forcer la Bourgeoisie (qui ne se laissera pas faire) à appliquer les 40 mesures !
- L'armée est un frein à la révolution, donc il faut s'opposer à elle, par la force si besoin.
- Les ouvriers doivent occuper les usines (la « **toma** » : l'occupation) et faire la grève pour forcer le gouvernement de gauche (qui est trop lent) et les patrons (qui possèdent les usines) à nationaliser (donc à vendre à l'État leurs usines et leurs terres à des prix bas) leurs entreprises privées.

2- Des premiers succès socio-économiques (1971) aux échecs économiques (fin 1971-1972) dans le pays : une **crise économique favorisant une crise politique entre droite et gauche**

a) Les premiers succès socio-économiques (1971) :

- La première année de la présidence d'Allende est un succès socio-économique : les salaires sont augmentés => le pouvoir d'achat des plus pauvres s'accroît brusquement => pour la première fois, les plus pauvres mangent à leur faim et peuvent consommer des produits de luxe (frigos, radios) => dans une économie mondiale pas très interconnectée, la **consommation** (qui **double** en une seule année) se porte sur des produits chiliens => la production industrielle chilienne s'envole => les ouvriers s'enrichissent et soutiennent plus que jamais Allende.

- Les classes moyennes ont aussi des augmentations de salaire => ils consomment plus et soutiennent également Allende.

- Les plus riches sont minoritaires donc inaudibles. Leur rejet d'Allende ne suffit pas à entraîner sa chute.

b) Les premiers échecs économiques (fin 1971-1972) :

- Dès la fin 1971, le cycle économique vertueux s'inverse : la consommation a tellement augmenté que la production et surtout la **distribution** (les transports, les commerces) des produits ne suivent pas => **l'offre ne peut satisfaire la demande** => une pénurie de produits => les **prix s'envolent** !

- L'**inflation** découle aussi de l'**attitude** volontairement **spéculative** des commerçants hostiles à Allende. Pour résister à sa politique, ils refusent de vendre leurs produits sur le circuit commercial légal et les vendent plus chers au **marché noir**. Conséquences, les classes moyennes doivent faire la queue des heures dans des **files d'attente** interminables. Ces files d'attente sont utilisées par la **presse de droite** (*El Mercurio*) comme une arme de propagande pour discréditer Allende.

- Cette crise économique est de plus en plus grave : l'inflation est d'abord de 25% début 1972, mais presque de 600% à l'automne 1973 => les **classes moyennes** (qui ont une épargne) rejettent Allende et les **mères de famille** des classes moyennes organisent le **1^{er} décembre 1971** la « **marche des casseroles vides** » à Santiago : elles défilent dans les rues avec des casseroles vides pour montrer à Allende qu'elle ne trouve plus d'aliments à acheter dans les magasins => la DC (le Centre proche des classes moyennes) ne soutient plus Allende au Congrès => les lois proposées par Allende sont toutes rejetées ! Le pays est non seulement paralysé économiquement mais politiquement !

- Allende se rend compte que la situation économique lui échappe :

- Fin 1971, pour baisser les prix des produits, la gauche organise les **JAP** ou « Comités pour l'approvisionnement et le contrôle des prix ». Des comités de quartier, réunissant des pauvres, s'assurent que le commerçant du quartier vend ses produits en magasin (et pas sur le marché noir) => bcp de commerçants réagissent en fermant leur magasin ! En 1972, Allende s'oriente vers le blocage des prix, c'est le « **panier populaire** » : une liste de produits de première nécessité dont les prix sont bloqués. Enfin, fin 1972, des **tickets de rationnement** sont distribués => en réalité, la situation empire pour les consommateurs !
- A l'été 1972, Allende offre une **augmentation des salaires de +100%** (donc un doublement des salaires dans le pays) pour maintenir le pouvoir d'achat des travailleurs malgré l'inflation. Cette mesure accroît l'inflation puisqu'elle augmente artificiellement le volume monétaire en circulation donc déprécie la valeur de la monnaie chilienne.

3- Le rôle « occulte » joué par la CIA au Chili : une **crise politique entre États-Unis et le Chili**

a) Le contexte continental :

- Contexte continental de **Guerre Froide** (1947-1991) : les États-Unis sont « traumatisés » par l'arrivée au pouvoir de **Castro à Cuba en 1959** qui obtient de l'URSS l'installation de fusées sur l'île pour répondre au **débarquement manqué** organisé par la CIA en 1961 dans la **baie des Cochons**. La **crise des missiles** (octobre 1962) est un choc pour les États-Unis : Washington devient une cible nucléaire possible !

- Quand Allende arrive au pouvoir : le président Nixon va tout faire pour le renverser. Mais, les États-Unis sont en difficulté au Vietnam (défaite en 1973) => ils vont privilégier l'arme économique plutôt qu'une opération militaire américaine critiquable par l'opinion publique mondiale.

b) Le cas chilien : « Faites-moi hurler leur économie ! » (Nixon)

- Après le 1^{er} tour, à la mi-septembre 1970 et pour éviter l'élection définitive d'Allende au 2^e tour en novembre, Nixon convoque le chef de la CIA pour lui demander de « faire hurler l'économie » chilienne : c'est le « **plan de septembre** » dévoilé par les recherches d'une **Commission parlementaire (Print)** américaine en **1975**. Entre le 1^{er} et le 2^e tour, deux tentatives infructueuses pour éviter l'élection d'Allende au 2^e tour sont organisées : des députés de la DC sont achetés par la CIA pour qu'ils ne votent pas Allende au Congrès et une tentative d'enlèvement du chef d'État-major de l'armée chilienne est organisée pour amener l'armée à prendre le pouvoir. Ces deux tentatives échouent !

- Après le 2^e tour, un plan de destruction de l'économie chilienne est organisé par la CIA :

- L'économie chilienne est très dépendante du commerce étatsunien : 60% des denrées consommées au Chili sont importées des États-Unis et 90% du cuivre chilien (la 1^{ère} source de

richesse du Chili) est exportée aux États-Unis => pour bloquer l'économie chilienne, les États-Unis organisent un **blocus maritime à Valparaiso** (le seul port du pays) ce qui provoque vite une pénurie de denrées dans le pays.

- A la **Banque mondiale** et au **FMI** (Institutions économiques de l'ONU) où les États-Unis ont un droit de veto, les États-Unis **bloquent les prêts concédés au Chili** => le Chili qui était surendetté est menacé de banqueroute.
- La CIA organise (en collaboration avec le patronat chilien, dans les transports puis dans les mines) des **grèves** pour paralyser le pays en **payant les salaires perdus** aux grévistes !
- Enfin, elle paie des **primes aux officiers chiliens** qui accepteraient d'organiser un coup d'État militaire dans le pays.
- Au total, **10 millions de dollars** sont dépensés par l'État américain en trois ans pour bloquer le pays et détruire son économie.

B) Résistance accrue de la droite et réaction/division de la gauche (10 octobre 1972-juin 1973) :

1- La résistance de la CIA, de la droite et du patronat (grève des camionneurs, 10 octobre 1972) :

- Le **10 octobre 1972**, face au projet d'Allende de nationaliser les compagnies privées de camionneurs, le patronat aidé par la CIA organise une **grève générale et illimitée des transporteurs routiers**. Le pays est totalement bloqué et les prix des denrées s'envolent !

- Après cette grève, la CIA organise celle des **mineurs de cuivre en avril 1973**.

2- La réaction ouvrière et la radicalisation de l'extrême-gauche (les cordons industriels « pour soi », octobre-novembre 1972)

a) Réaction ouvrière :

- Pour freiner la hausse des prix et sauver Allende, les ouvriers des cordons industriels de Santiago et les paysans sans terre organisent la « **bataille de la production** » : les usines sont occupées par les ouvriers qui produisent seuls ; les paysans occupent les terres des plus riches et produisent des denrées aux abords de Santiago pour ravitailler la population. Ces ouvriers et ces paysans relancent la production industrielle et agricole pour accroître l'offre de produits et baisser ainsi les prix. Les ouvriers sont acheminés par des tracteurs réquisitionnés dans les champs car les conducteurs de bus sont en grève et les bus ont été sabotés par la CIA.

b) Radicalisation :

- Cette mobilisation ouvrière et paysanne (organisée par le MIR) sauve temporairement Allende qui réussit à se maintenir au pouvoir mais elle radicalise les ouvriers (**Sp49**) qui estiment qu'Allende est trop lent à nationaliser => les ouvriers **occupent** les usines, **s'arment** de bâtons et d'outils agricoles (par peur du coup d'État militaire) : il s'agit aussi de forcer les patrons à vendre leur entreprise à l'État à un prix plus bas.

- Allende leur répond (par des discours à la radio) qu'il refuse de les armer (avec des fusils) et il leur demande de respecter la légalité des institutions démocratiques du pays.

3- Le blocage du Congrès par le Centre et la droite (janvier-mars 1973)

- Au Congrès, la DC coupe ses relations avec l'Unité populaire et bloque ses propositions de loi. Pour renouer des relations avec la DC, Allende fait une concession politique au Centre : il fait voter au Congrès en **janvier 1973 la loi Prats-Millas** (du nom du général Prats qui rentre au gouvernement en novembre 1972 comme ministre de l'Intérieur et chef d'État-major en échange d'un serment à Allende de soutenir le président et du nom de Millas, chef du PC chilien) : cette loi vise à rassurer le patronat en vue des élections législatives de mars 1973. Elle demande aux ouvriers de restituer aux patrons les usines occupées, lesquelles ne seront pas nationalisées => le MIR se coupe définitivement du PS et du PC ! L'Unité populaire née à l'été 1970 commence à se disloquer.

- Aux **législatives de mars 1973**, droite et Centre s'allient et obtiennent 54% des voix (à la surprise générale, l'Unité populaire se maintient à 43%) => la majorité de droite et du Centre est insuffisante pour **destituer** légalement Allende (il faut les 2/3 des députés du Congrès pour destituer le président) => cette majorité opte pour le blocage des lois proposées par le gvt d'Allende au Congrès et la droite se tourne vers l'armée pour lui demander d'organiser un coup d'État. Le « feu vert » définitif donné à l'armée est lancé le **23 août 1973** quand la DC et la droite déclarent le **gvt nommé par Allende « illégal »**.

C) L'entrée de l'armée dans le jeu politique (29 juin 1973-11 septembre 1973)

1- Le Tancazo (28 juin 1973) et la grande manifestation de soutien à Allende (29 juin 1973)

- Le coup d'État du 11 septembre 1973 fonctionne car il bénéficie d'une « répétition » générale : c'est le **Tancazo** (ou « insurrection des tanks ») du **28 juin 1973**. Une colonne blindée de 400 militaires essaie de prendre d'assaut le palais présidentiel de la Moneda. C'est un échec (le futur putschiste Pinochet stoppe la colonne des blindés).

- Mais, cette tentative de putsch est très instructive pour Pinochet à deux titres :

- Il apprend que les cordons industriels ne résistent pas => si l'armée est unie pour un putsch, personne ne pourra l'arrêter (Allende n'a que quelques gardes armés personnels).
- En outre, le 28 juin 1973, Allende a réussi à rallier les généraux à sa cause par la **radio** => le 11 septembre 1973, Pinochet organise le bombardement des stations radios de la capitale pour éviter que le président puisse en appeler aux généraux légalistes !

- 800 000 ouvriers et *pobladores* manifestent devant la Moneda pour soutenir Allende aux cris de : « des armes et la fermeture du Congrès » mais c'est seulement **le lendemain** et Allende répond qu'il refuse d'armer les cordons industriels et que le Congrès a été légalement élu donc il ne peut le dissoudre !

- Bloqué par le Congrès, mais voulant respecter la légalité démocratique, Allende prend la décision d'organiser un référendum (pour modifier la Constitution et avoir enfin une majorité législative), **référendum** qu'il compte annoncer le 11 septembre au soir. Pinochet apprend par Allende cette décision => il décide de passer à l'action le 11 septembre au matin !

2- Armer ou désarmer les ouvriers face à la préparation du coup d'État ? (Août 1973)

- En août 1973, les **marins du port de Valparaiso** écrivent une **lettre à Allende** pour l'avertir de l'organisation dans le port du coup d'État. Ils précisent qu'ils ont été torturés pour ne pas parler et que la CIA est présente à Valparaiso. Allende leur répond qu'ils devront se défendre face à la justice militaire car il croit dans le respect de la légalité par l'armée.

- En août 1973, le coup d'État est préparé par l'armée qui bombarde des ponts et des routes (pour éviter qu'une partie de l'armée ne sauve Allende).

3- Coup d'État (11 septembre 1973), répression (les jours suivants) et instauration d'un État terroriste dictatorial (les mois suivants)

a) Déroulement du coup d'État le 11 septembre 1973 :

- Très tôt le matin, des navires américains s'approchent de Valparaiso (pour superviser la marche des opérations avec Pinochet). La flotte chilienne s'empare du port : tout militaire résistant au putsch est immédiatement abattu. L'aviation chilienne **bombarde les stations radio du pays** (une seule station reste opérationnelle, celle du PC, mais elle n'émet que dans un quartier de Santiago) => Allende est inaudible à l'échelle nationale. Il prononce son dernier discours vers 14h : il annonce sa mort (son sacrifice) et demande au peuple de ne pas se sacrifier (donc de ne pas se soulever).

- Allende apprend dès le milieu de la matinée qu'un coup d'État est organisé => il téléphone aussitôt à Pinochet et aux autres généraux qui ne décrochent pas leur téléphone. Il attend jusqu'au début de l'après-midi une réponse.

- En tout début d'après-midi, le palais est bombardé par l'aviation et une colonne blindée se dirige vers la Moneda. Des divisions d'infanterie quadrillent les cordons industriels (des dizaines d'ouvriers refusant de quitter leurs usines sont fusillés).

- Vers 14h-14h30, **Allende se suicide** d'une balle dans la tête dans le palais de la Moneda juste avant l'entrée des militaires dans son bureau. **6p49**

- Vers 16h, les généraux putschistes et Pinochet apparaissent à la TV puis à la radio militaire y annonçant la mort d'Allende et un pouvoir militaire chargé de « mettre fin à l'anarchie marxiste ».

b) La répression les jours suivants :

- Les cordons industriels sont purgés : 100 000 ouvriers (les syndicalistes et les encartés au PC, au MIR et au PS) sont renvoyés !

- Les leaders des partis et syndicats de gauche, les artistes et les journalistes de gauche sont arrêtés et enfermés dans le stade municipal de Santiago. Ils sont torturés au sous-sol à l'électricité (allongés sur

un sommier : la technique de la « **parilla** ») pour dénoncer leurs camarades. Puis, ils sont tués d'une balle dans la tête et enterrés la nuit en secret dans les abords de la capitale : dans les jours suivants, on compte déjà entre **5 000 et 10 000 morts**. Le chanteur-guitariste, **Victor Jara** est exécuté de manière cruelle dans le stade : on lui coupe les doigts à la hache puis on lui demande de chanter avant de lui tirer 44 balles dans le corps.

c) L'instauration d'une dictature sanglante les mois suivants :

- Fin 1973, une dictature est mise en place avec Pinochet comme chef d'État, avec une police politique (la **Dina** ou Direction nationale du renseignement). Les partis et syndicats de gauche sont interdits. Des milliers de Chiliens sont arrêtés et torturés.

- 1975 : la CIA contacte Pinochet pour qu'il forme une force paramilitaire internationale secrète capable d'arrêter partout en Amérique latine des militants de gauche et de les faire disparaître discrètement. C'est l'**opération Condor**.

- Pinochet est au pouvoir **jusqu'en 1990** (17 ans de dictature) et il meurt de vieillesse sans jamais avoir été jugé en **2006**.

- Il faut attendre 1991 (la Commission chilienne « **Vérité et réconciliation** ») pour avoir la première enquête sur les crimes du régime et les premiers procès (tardifs car en **1978** Pinochet avait pris le **décret d'amnistie**) empêchant la justice chilienne de poursuivre les militaires impliqués dans le putsch et dans la répression postérieure.

III) Jalon 5 : D'un régime autoritaire à la démocratie : le Portugal et l'Espagne de 1974 à 1982

Comment se déroulent les transitions vers la démocratie en Espagne et au Portugal entre 1974 et 1982 ?

Dans les deux cas, le même processus en 3 temps :

- Le **dictateur quitte le pouvoir**. C'est le **basculement** de la dictature à la démocratie en construction, donc l'entrée en transition, **période très instable !**

- La **stabilisation** : la jeune démocratie n'a encore aucune institution solide élue => pour **sortir de l'instabilité**, le nouveau régime doit se doter d'institutions démocratiques :

- Un **gouvernement provisoire** est mis en place pour remplacer le dictateur.
- Des **élections** (=des noms de candidats sur le bulletin) **à une assemblée constituante** sont organisées, qui, une fois élue, est chargée de rédiger une **Constitution**.
- Une fois rédigée, la **Constitution est votée** (=oui ou non sur le bulletin) par le peuple **par référendum**.
- Puis les **premières élections législatives libres et régulières** sont organisées ce qui implique l'autorisation des partis d'opposition (donc le **retour au pluralisme**). Une fois les résultats électoraux connus, l'**ancien gouvernement provisoire** est enfin remplacé par le **premier gouvernement** stable **provenant d'une majorité élue** à l'assemblée.

- Enfin, c'est la **consolidation** : le nouveau régime reste fragile car récent. Il est **mis à l'épreuve** et c'est la survie à cette mise à l'épreuve qui assure sa pérennité et sa future solidité dans le temps. Une fois cette mise à l'épreuve passée, la démocratie est solidifiée et durable.

- En Espagne, c'est l'**échec du coup d'État du « 23 F »** (23 février 1981).
- Après une phase à gauche (au Portugal) et à droite (en Espagne) se produit la **première alternance** (en 1979 à droite au Portugal et en 1982 à gauche en Espagne) **respectée par l'ancienne majorité devenue minoritaire**. Le passage de témoin se faisant pacifiquement, le cadre démocratique est enfin consolidé. La transition s'achève : la démocratie va durer dans le temps sans danger pour elle.

A) Le rôle complémentaire d'acteurs interdépendants :

1- Des transitions « par le haut » ...

- a) En Espagne : rôle de l'État issu du Franquisme et des anciennes élites franquistes mais aussi un pacte entre la droite et la gauche
- La transition espagnole est originale car ce sont les anciennes élites franquistes (comme Juan Carlos ou son 2^e chef de gvt, Adolfo Suarez) reconvertis dans le Centre droit **qui démocratisent** le pays **par le haut**. Conformément à la **loi de succession** (prise par Franco en **1969** quand il tombe malade) c'est le **Roi Juan Carlos** qui doit lui succéder : il est associé au pouvoir dès 1972 et lui succède **deux jours après sa mort** (du **20 novembre 1975**). Donc, la transition se fait **de l'intérieur et par le haut** : pour cette raison, les historiens parlent de démocratie « **octroyée** » par l'élite franquiste au peuple espagnol. Adolfo Suarez (un ancien franquiste favorable à la transition) n'est nommé **premier ministre** qu'à l'été 1976.
 - Les partis de gauche (le **PSOE** parti socialiste ouvrier espagnol) et le **PCE** (parti communiste espagnol) **interdits sous Franco**, acceptent de confier cette transition à la droite et **acceptent la monarchie** (alors qu'ils pouvaient demander le retour à la République détruite illégalement lors de la guerre civile de 1936-1939 par Franco) : la preuve est la **grande manifestation du mercredi 26 janvier 1977** convoquée par le PCE pour condamner les violences et notamment le massacre d'avocats communistes par l'extrême-droite dans la rue d'Atocha à Madrid. 200 000 manifestants communistes défilent en silence et dans le calme à Madrid et ½ million dans tout le pays. Le PCE fait la preuve qu'il défend une transition pacifique et rejette le recours à la violence => en avril 1977, le PCE est légalisé en remerciement de ce geste pacifique. Pour cette raison, les historiens parlent aussi de « **pacte** » (entre la droite et la gauche : la gauche accepte de laisser faire la droite) pour qualifier la transition espagnole.
 - A la différence du Portugal, l'**armée espagnole** (ancien pilier du régime franquiste) ne soutient pas la transition : elle cherche plutôt à l'empêcher par la force (avec la tentative de coup d'État du « 23 F » du 23 février 1981).

b) Au Portugal : un rôle central de l'armée coloniale

- C'est l'**armée portugaise** qui lance la **Révolution** (alors qu'en Espagne, l'armée est contre-révolutionnaire) avec le **coup d'État** (ou **Révolution des Œillets**) du **25 avril 1974** => l'entrée en transition est bien **plus brusque** et **inattendue** qu'en Espagne.
- C'est lié au contexte colonial propre au Portugal : le **rejet des guerres coloniales** (depuis 1961 en Angola, 1963 en Guinée-Bissau et 1964 au Mozambique) discrédite le régime fondé par **Salazar** en 1928-1933 est discrédité car elles font 5 000 morts et absorbent 40% du budget. Ces guerres allongent le service militaire qui passe de 1 à 4 ans en 1968 ce qui entraîne des **désertions** (et l'émigration des jeunes portugais avec 150 000 départs en 1971 pour éviter le service) au sein de l'armée.
- L'**échec des guerres coloniales** amène une partie des soldats et des petits officiers à se tourner vers le **Communisme** et vers le projet de renverser le **régime qui refuse de décoloniser**. Le coup d'État du 25 avril 1974 est organisé par de jeunes capitaines (appelés les « **capitaines d'avril** ») hostiles aux guerres coloniales africaines. Pour cela, ils créent en 1973 un mouvement militaire et politique influencé par des **idées communistes** et indépendantistes, le **MFA** (Mouvement des forces armées), dirigé par le capitaine **Carvalho** qui planifie le futur coup d'État.

2- ... et « **par le bas** » : dans les deux cas, les élites de la transition ont le soutien du peuple. En Espagne, comme au Portugal, c'est le **peuple** qui oriente ou/et accélère la transition en **manifestant**, en faisant la **grève** et en **votant** (les taux de participation aux élections et référendums nationaux progressent de 70% aux premières élections à plus de 90% à la fin de la transition ce qui prouve que la société apprend peu à peu la pratique démocratique des élections en votant de plus en plus). C'est la **combinaison du « haut » et du « bas »** qui permet la transition, ni l'un, ni l'autre séparément !

a) Au Portugal :

Ex : durant la journée du 25 avril 1974, alors que l'armée lui donne l'ordre de ne pas sortir dans les rues, la **population de Lisbonne** sort massivement dans la rue et fraternise avec les soldats (en leur glissant des **œillets rouges** dans les canons de leurs fusils et qui « fleurissent » à leurs boutonnières des soldats : on parle donc de la **Révolution des œillets**) ; elle **converge vers les lieux symboliques de l'ancien régime** pour appuyer le putsch (la **caserne du Carmo** où s'est réfugié Caetano ou la prison de Caxias où étaient torturés par la police politique les opposants...) => le putsch est en cela très démocratique donc on ne parle pas de coup d'État mais plutôt de **révolution**, la révolution étant plus à gauche et plus populaire que le coup d'État que l'on classe à l'extrême-droite et qui est organisé par la seule armée.

b) En Espagne :

Ex : Les **manifestations** et les **grèves** au début de la transition (alors que le droit de grève n'est pas encore autorisé) des Espagnols de gauche et des ouvriers durant les années 1976 et 1977 pour obtenir l'**amnistie complète**.

Ex : A l'**été 1976**, l'Espagne enregistre 40 000 conflits sociaux affectant 3,6 millions de travailleurs pour 18 000 grèves ! Face à cette **mobilisation visant à accélérer la transition** (le premier ministre Arias Navarro n'y est pas favorable), le Roi décide de **nommer un nouveau premier ministre** qui est favorable à la transition, Adolfo Suarez.

Ex : en Catalogne, la **population basque régionale** condamne la violence des indépendantistes de l'ETA¹ en **votant l'autonomie** de la région en octobre 1979 (60% de taux de participation alors que l'ETA avait demandé de s'abstenir massivement et 90% de oui pour le statut d'autonomie).

¹ Euskadi TA Askatasuna (« Pays basque et liberté »)

B) Le déroulement en trois temps de la transition vers la démocratie :

1- Le basculement (entrée en transition) plus ou moins brusque :

a) En Espagne : un passage de témoin lent, en douceur à droite et « par le haut » (20 novembre 1975-été 1976)

- La transition espagnole est pacifique car elle est organisée dès la fin du Franquisme avec la **loi de succession de 1969** : elle commence avec la **mort de Franco le 20 novembre 1975**. Conformément à la **loi de succession** (prise par Franco en **1969**), c'est le **Roi Juan Carlos** qui lui succède le 22 novembre 1975 en prêtant serment aux Cortès franquistes et en rendant hommage à l'œuvre de Franco.

- Comme les franquistes les plus radicaux (le **bunker**) rejettent la transition, elle est **lente**, mais, comme le peuple espagnol défend la transition, ils doivent finalement quitter le pouvoir :

- Le Roi nomme d'abord **Arias Navarro** comme chef du gvt (car il est soutenu par le « **bunker** »). Mais, ce dernier ne fait pas avancer la réforme démocratique du pays car il y est opposé. => Le peuple manifeste et fait grève pour presser le Roi à accélérer la transition !
- Pour répondre aux **grèves** et aux **manifestations** des **Espagnols** qui s'impatientent, à l'**été 1976**, le Roi nomme un nouveau chef de gvt, un franquiste aussi mais qui va porter la démocratisation du pays, **Adolfo Suarez**. La transition va enfin pouvoir commencer !
- Adolfo Suarez prend d'abord la **LRP** (loi de réforme politique) acceptée par les Cortès franquistes en **novembre 1976** (certains parlent de « **Hara Kiri**² » des Cortès) : ce cadre écrit annonce la démocratisation du pays : les droits fondamentaux de l'Homme y sont mentionnés et le fait que l'Espagne doit devenir une **monarchie parlementaire** (avec un Roi, un chef de gvt et deux chambres élues, les Cortès).

b) Au Portugal : une révolution communiste brusque et violente « par le bas » (25 avril 1974-avril 1975) qui entraîne une période d'instabilité

- Au Portugal (à la différence de l'Espagne), la transition ne commence pas à la mort du dictateur (Salazar meurt en 1970 et son successeur Caetano est au pouvoir depuis 1968) mais avec la **décision de l'armée coloniale de supprimer la dictature : un coup d'État** est organisé par l'armée le **25 avril 1974, la Révolution des Œillets**.

- Le peuple portugais retient du coup d'État l'idée d'une prise de pouvoir pacifique alors que c'est un **événement violent** dans lequel l'**armée portugaise** joue un rôle important :

- Le putsch est lancé à 0h30 avec la diffusion sur une radio de l'Église, *Radio Renaissance*, d'une chanson interdite par le pouvoir dictatorial, **chanson contestataire de José Afonso** qui vante les mérites de la démocratie : « **Grandola, ville brune, terre de fraternité, c'est le peuple qui commande chez toi, ô cité** ». Après ce signal, les militaires en garnison en périphérie de la capitale (Lisbonne) convergent dans des colonnes blindées vers le centre-ville pour occuper les centres médiatiques (TV et radio), politique (le futur palais présidentiel : le **palais de Belem**) et militaires (la **caserne du Carmo** de la Garde nationale où se réfugie Caetano et la **caserne de la PIDE** ou Police internationale de défense du territoire).
- La foule converge vers la caserne de la police politique qui tire vers 17h et fait 6 morts. L'armée riposte et fait 2 morts parmi les policiers.

² Par le « **Hara Kiri** » des Cortès (novembre 1976) : les députés des Cortès (nommés par Franco) acceptent la LRP et s'autodissolvent (c'est pourquoi on parle de « Hara Kiri », le suicide des Samourais au Japon). Des députés franquistes acceptent de passer à une démocratie (comptaient-ils être réélus dans les nouveaux Cortès ?).

- Vers 18h, **Caetano** accepte de quitter le pouvoir en échange de deux contreparties : il confie le pouvoir au général **Spinola** (favorable à la transition mais politiquement de Centre droit donc opposé au MFA communiste, il rassure les généraux de droite de l'armée portugaise). Caetano obtient de Spinola de pouvoir quitter le pays par avion vers 19h pour aller au Brésil (une dictature).
- La garnison de la **PIDE**³ (la police politique du régime) ne se rend que le 26 avril au matin. Le MFA et Spinola créent une **Junte** (comité) **de salut national** qui devient, en mai, un **gouvernement provisoire** dirigé par Spinola. La population libère les prisonniers politiques (**prison de Caxias**) dès le 26 avril.

- 6 gvts provisoires⁴ se succèdent sans trouver de politique stable à mener => face à l'instabilité gouvernementale, le MFA dirigé par **Carvalho** oriente la Révolution vers un **projet communiste**.

- Face au MFA, **Spinola** ne trouvant pas de solution dans le gvt provisoire (qui mélange des communistes, des socialistes et des démocrates-Chrétiens) il organise un **nouveau coup d'État le 11 mars 1975**. Carvalho réussit à empêcher la prise du pouvoir de Spinola (qui s'exile).
- Cette tentative de putsch radicalise la Révolution : le MFA crée (à côté du gvt provisoire) le **Conseil de la Révolution** composé uniquement de militaires communistes et qui lance des réformes marxistes : une **réforme agraire** est lancée et les **nationalisations** se multiplient ; des « conseils ouvriers » contrôlent les usines et des « conseils de village » contrôlent les campagnes.

2- La stabilisation (ou institutionnalisation pacifique de la démocratie) pour sortir de l'instabilité :

a) Au Portugal : l'achèvement par la gauche socialiste de la Révolution communiste (25 avril 1975-1978)

- Les **premières élections** (25 avril 1975) d'une **assemblée constituante** amènent une majorité relative socialiste (40%) et une **défaite électorale du MFA** qui a appelé à voter blanc => coupé du soutien populaire électoral, le MFA opte pour la solution violente. Il organise un **nouveau coup d'État** qui échoue le **25 novembre 1975**. L'échec du coup d'État du 25 novembre 1975 marque un coup d'arrêt du processus révolutionnaire violent « par le bas » => la transition « par le haut » et pacifique (comme en Espagne) peut commencer.

- La **Constitution est adoptée par référendum** le 2 avril 1976 : elle crée une **République**.

Le régime est :

- Marxiste (les articles 9 et 10 parlent de projet socialiste de socialisation des moyens de production) et c'est...
- Une République : la différence est que l'Espagne est une monarchie (parlementaire) alors que le Portugal opte pour la **République** (un président élu). Le **président** est élu au suffrage universel direct pour 4 ans ; il nomme et révoque le premier ministre, peut dissoudre l'Assemblée de la République qui possède le pouvoir législatif ; il partage son pouvoir exécutif avec le **Conseil de la révolution** composé de militaires, chargé de veiller au respect de la Constitution.

³ Police internationale de défense du territoire.

⁴ Les gvts provisoires donnent toutefois leur **indépendance aux trois colonies** (la Guinée-Bissau en 1974, l'Angola et le Mozambique début 1975).

- Les **premières élections législatives libres et régulières** (25 avril 1976) voient une **victoire** du **PS** qui arrive en tête avec 36% contre 25% du Centre droit et 15% pour le PC.
- L'**élection présidentielle** (juin 1976) porte au pouvoir le général modéré **Eanes** (qui a combattu le putsch du 25 novembre 1975) qui est réélu en 1980. Il nomme le premier gouvernement constitutionnel avec comme **premier ministre le socialiste Mario Soares**. **Soares** reste **au pouvoir jusqu'en 1979** : il rompt avec le projet politique communiste du MFA avec une **politique de rigueur** budgétaire pour résoudre la crise économique (accentuée par l'essor du chômage avec le retour d'Afrique de 700 000 rapatriés portugais, les *retornados*).

b) En Espagne : l'autodestruction du Franquisme par l'ancienne élite franquiste devenue le Centre-droit (novembre 1976-1979)

- Alors que les Espagnols n'avaient plus voté depuis 1936, en moins de 4 ans, ils votent 4 fois ! La démocratie s'installe par les **élections**, proposées par des anciens franquistes (Juan Carlos et Adolfo Suarez).
- Les Espagnols approuvent la LRP par **référendum** à 94% de oui (décembre 1976) : c'est le **premier vote** des Espagnols depuis 1936 !
- Les **élections à la Constituante** (juin 1977) sont les **premières élections libres depuis 1936** : une victoire du Centre-droit (UCD Union du centre démocratique de Suarez) et du PSOE (parti socialiste ouvrier espagnol de Felipe Gonzales) ; le parti des anciens franquistes (AP Alliance populaire de Fraga) est laminé ! Le PCE (parti communiste espagnol) est le 3^e parti, mais loin derrière.
- Le **pacte de Moncloa** (palais du chef du gvt) d'octobre 1977 signé par tous les partis rétablit le pluripartisme et c'est une **promesse de tous les partis de respecter une transition pacifique** donc la monarchie parlementaire. En échange, le **PCE est légalisé** (les franquistes étaient très anticommunistes car ils considéraient les communistes comme les responsables de la guerre civile) car il accepte la monarchie !
- La nouvelle **Constitution est rédigée** de juin 1977 à octobre 1978. Elle est acceptée par les Espagnols par **référendum** fin novembre 1978 à 90% de oui !
- En Espagne, une **singularité régionaliste** : comme l'Espagne possède deux régions « séparatistes » demandant leur **indépendance** (la **Catalogne** au Nord-Est et le **Pays Basque** au Nord-Ouest), la Constitution intègre la possibilité d'**autonomie** (une assemblée régionale élue et quasi-souveraine) possible de régions qui en feraient la demande => la Catalogne en fait la demande (acceptée par référendum dans la région) : elle obtient l'autonomie et le rétablissement de la Généralité catalane en décembre 1977 ; même chose pour le Pays Basque en 1979.
- Les premières **élections législatives aux nouveaux Cortès** ont lieu en avril 1979 : l'UCD reste en tête (35%) devant le PSOE (30%) et le PCE (10%).

3- La consolidation du nouveau régime acquise dans l'épreuve : coup d'État et alternances

a) En Espagne (1981-1982)

- Le nouveau régime est éprouvé avec le « **23 F** » : le **23 février 1981**, **tentative de coup d'État du lieutenant-colonel Tejero** (un franquiste). Il pénètre aux Cortès avec un pistolet et 200 gardes civils armés de fusils le **jour de l'investiture du nouveau chef de gvt (Calvo-Sotelo)** : il tire dans le plafond avec son pistolet et retient en otage les députés toute la nuit en attendant des nouvelles des officiers en province. Le **Roi sauve la jeune démocratie** en **téléphonant** aux généraux en province pour leur donner l'ordre de ne pas participer au putsch : un seul officier (Milans del Bosch à Valence) participe au putsch en y proclamant l'état de siège. Dans la nuit, le Roi intervient à la **TV** pour rassurer les Espagnols => Tejero se rend le 24 au matin et libère ses otages. La monarchie espagnole en ressort profondément renforcée. Le 25, Calvo-Sotelo est investi pacifiquement et le dimanche 27 février : des milliers de manifestants (500 000 à Barcelone et 1 million à Madrid) défilent dans les rues aux cris de « pour la démocratie, la monarchie et la Constitution » ! Pour remercier la gauche qui a soutenu le Roi lors de cette manifestation, la droite autorise le **droit au divorce** (défendu par la gauche pour diminuer le poids de l'Église en Espagne) en juin 1981 et le **retour du tableau de Picasso** (peintre espagnol communiste opposé aux franquistes durant la guerre civile) **Guernica**, dans un musée espagnol en 1982.
- En octobre 1982, le **PSOE gagne les élections** avec 48% des voix (l'UCD s'effondre comme le PCE) => c'est la **première alternance** : **Felipe Gonzales** devient chef du **premier gvt de gauche depuis 1936** !

b) Au Portugal (1979-1982)

- La **première alternance** en juillet-décembre 1979 : en juillet, le président dissout l'Assemblée (car Soares est mis en difficulté au PS et à l'Assemblée) => aux nouvelles élections législatives de décembre, c'est la droite et le Centre-droit coalisés dans l'**AD** (Alliance démocratique) qui gagne (avec 48% contre 27% pour le PS et 19% pour le PC) => un **gouvernement de droite (Carneiro)** remplace donc celui du socialiste Soares.
- En juillet 1982, l'**AD révisé la Constitution** de 1976 pour liquider :
 - Les acquis militaires (le Conseil de la Révolution composé de militaires est remplacé dans la Constitution par le **Conseil d'État** composé uniquement de civils) et
 - Communistes (les mentions sur la socialisation des moyens de production des articles 9 et 10 sont effacés) de la Révolution des œillets.

C) Les limites des transitions : des modalités antidémocratiques et des processus inachevés

1- L'explosion de la violence non démocratique durant la transition :

- Le cas espagnol démontre que la transition est un **processus lent, venu du bas** et avec une forte **continuité** dans la **culture de la violence héritée de la dictature** : la violence de la dictature se perpétue dans la jeune démocratie. La police continue à être violente (comme elle le faisait sous Franco) : elle continue à torturer comme elle le faisait sous Franco (légalement) alors que le pays se transforme en démocratie (donc illégalement mais c'est toléré par l'État qui n'ose pas encore condamner cette « tradition » ancienne). Car ce sont les mêmes personnes qui occupent les mêmes fonctions => ils ne changent pas tout de suite de comportement.

- Le cas espagnol a été étudié par l'historienne **Sophie BABY** : entre 1975 et 1982, **3 200 événements politiques violents tuant plus de 700 personnes** (en comparaison, entre 1968 et 1974 en France, il n'y a que 11 morts politiques dont 10 en mai-juin 1968 => le cas espagnol est exceptionnellement violent). L'historienne parle de « **deuxième guerre civile** » car **51% des victimes sont des civils tués pour une raison politique !**

- Le **pic de violence** est atteint en 1977 avant que la Constitution soit rédigée (octobre 1978), après, le pays connaît une baisse continue de la violence sauf pour l'ETA.

Ex : la **semaine noire de Madrid** (du 23 au 28 janvier 1977) qui fait 10 morts.

- Le 23 : un étudiant de gauche de 19 ans (Ruiz Garcia) qui manifeste pour l'amnistie complète est tué par balles par des militants d'extrême-droite.

- Le 24 : l'extrême-gauche (le GRAPO) enlève un général et ex-chef d'État-major, l'extrême-droite (la FN) tue 6 avocats rue d'Atocha ; une étudiante de gauche de 21 ans décède après avoir reçu dans la tête une grenade lacrymogène lancée par la police dans une manifestation de protestation contre l'assassinat de Ruiz Garcia. Le massacre fait aussi 5 blessés graves.

- Le 25, journée d'accalmie.

- Le 26, une immense manifestation organisée par le PCE mobilise 200 000 personnes dans les rues de la capitale.

- Le 27, journée d'accalmie.

- Le 28, l'extrême-gauche (le GRAPO) tue 3 policiers dans deux attentats simultanés à la bombe. Leur enterrement début février déclenche des bagarres entre extrême-droite et extrême gauche. En mars, les tueurs de l'extrême-droite (la FN) sont arrêtés ainsi que les plastiqueurs de l'extrême-gauche (le GRAPO) et le calme est enfin rétabli.

Ex : au Portugal, les 8 morts du coup d'État du 25 avril 1974.

2- La violence contestataire : terrorisme/attentats contre la transition

a) À l'**extrême-droite**, des **anciens franquistes** luttent par les armes pour instaurer un climat de terreur et forcer les politiques à **stopper la transition** : ces groupes tuent des **civils de gauche**.

- La **FN** (ou « la force nouvelle ») a tué 15 personnes durant la transition. Elle possède une milice de jeunes (les « groupes de choc ») qui utilisent des explosifs et des cocktails Molotov. Elle (le VI^e commando Adolphe Hitler) est responsable du massacre le plus meurtrier de toute la transition : le 24 janvier 1977, elle organise le **massacre de la rue d'Atocha** : trois hommes armés tuent 6 avocats communistes qui défendent des ouvriers grévistes.

- Les **GAL** (« groupes armés pour la liberté ») font exploser des bombes contre des librairies qui osent vendre des livres d'auteurs de gauche interdits sous Franco. Elle défile dans les rues lors des dates importantes du franquisme avec des battes de baseball et frappe les militants de gauche.

b) L'extrême-gauche a aussi ses organisations terroristes :

- Le **GRAPO** (ou « groupe de résistance antifasciste du 1^{er} octobre ») maoïste (le 1^{er} octobre est la date de naissance en 1949 de la Chine de Mao) tue des **policiers** et **des représentants de l'État** lors d'attaques armées et en ayant recours à des plasticages. Le GRAPO se spécialise dans l'**enlèvement** de dirigeants politiques pour obtenir une **rançon** et se financer.

c) les mouvements nationalistes et indépendantistes :

- **Terra Lliure** (« Terre Libre ») s'attaque surtout aux **biens** et **enlève des riches industriels** (comme Bulto en 1977 : Terre Libre exige 500 millions de pesetas qu'elle ne touche pas puisque Bulto se fait exploser en enlevant sa ceinture d'explosifs) pour s'autofinancer en prélevant des rançons.

- L'**ETA Euskadi ta Askatasuna** (« Pays basque et liberté ») est l'organisation la plus meurtrière : elle assassine **53% des 700 morts** durant la transition et 830 personnes jusqu'en 2011 (date à laquelle elle arrête son combat). L'ETA tue surtout des **hommes politiques** hostiles à l'indépendance, des **policiers** et des **soldats** en Catalogne (à 90%) et à Madrid (à 10%) mais pas de civils. En 1973, elle réussit même à tuer le chef du gvt (Carrero Blanco). Elle tue pour installer un climat de terreur au Pays basque et négocier l'**indépendance**. Elle subit un échec quand le statut d'**autonomie** du Pays basque est accepté par **référendum** par la région en 1979. L'ETA se finance en prélevant l'**impôt révolutionnaire** : elle envoie des lettres aux riches basques ou à des banquiers qui doivent payer en échange de leur vie. Ceux qui ne paient pas sont tués. Au total, elle aurait ainsi capté plus de 50 millions d'euros. L'ETA se cache de l'autre côté des Alpes au Pays basque français (appelé le « **sanctuaire** »). La France refuse de les arrêter car, pour le président Mitterrand (début des années 1980) ce sont des réfugiés politiques.

3- La violence étatique : **violences des forces de l'ordre** perçues par eux comme la normalité en continuité avec la période antérieure de la dictature. La dictature se perpétue dans la démocratie car ce sont les mêmes personnes au pouvoir.

a) L'armée :

Elle est en partie opposée à la transition donc elle multiplie les **tentatives de coups d'État** : le plus connu est celui du « **23 F** » 1981 mais de multiples tentatives sont démantelées comme l'**opération Galaxie** déjouée en 1978 par le renseignement espagnol. Elle impliquait déjà le lieutenant-colonel Tejero mais aussi une partie des généraux : ils sont arrêtés quand ils se réunissent pour planifier la prise des Cortès.

b) Les violences policières : les **massacres**

- Durant la transition, la **police** espagnole tue **178 personnes** (à 70% innocentes) au total. La police de la transition est issue de la police franquiste => elle tolère peu les manifestations de la gauche alors qu'elle combat peu les violences de l'extrême-droite par complaisance idéologique.

- 20% des violences policières meurtrières visent des **civils de gauche** et ont lieu lors de la **dispersion d'une manifestation** (contre la gauche majoritairement) tout simplement parce que manifester était interdit dans le droit franquiste et que le **droit de réunion** n'est autorisé qu'à l'été 1976, mais il faut attendre 1978 pour que les manifestations ne soient plus interdites par les gouverneurs régionaux : en 1977, 60% des demandes de réunion ou de manifestation sont rejetées par les gouverneurs régionaux ! Avec la promulgation de la Constitution (octobre 1978) qui garantit les droits de l'Homme, le droit de réunion est reconnu puisque les rejets tombent à 20%. Il n'est donc pas rare de voir la **police tirer à balle réelle** pour disperser la foule car il faut attendre 1977 pour voir la police s'équiper d'armes non létales (boucliers, matraques, fumigènes...) qui équipent depuis les années 1960 les forces de police françaises.

Il faut attendre 1979 pour que la loi espagnole incorpore la **proportionnalité de l'usage de la force** : avant cette date, les policiers ont le droit de tirer sans légitime défense et il n'existe pas de tir interdit, notamment en cas de doute => la norme est de tirer d'abord et de réfléchir après ; les policiers ont donc la « gâchette facile » car c'est autorisé par la loi.

Ex : le **massacre de Vitoria** (3 mars 1976). 6 000 ouvriers et syndicalistes sont en grève (la grève est illégale jusqu'à une loi de mars 1977) et se réunissent dans la petite église de Vitoria. La police se poste devant l'église et ordonne aux grévistes de sortir. Puis, sans raison, à la mitrailleuse, elle ouvre le feu tuant par balle 5 ouvriers grévistes et faisant 50 blessés graves. Le droit franquiste assimilait la manifestation au « terrorisme » ce qui autorisait la police à tirer sur la foule⁵.

- 80% des morts tués par la police sont des **civils ruraux innocents** et correspondent à des simples contrôles d'identité, routier, lors d'interpellations, d'une course-poursuite... et la responsabilité va ici à la **gendarmerie rurale** (la Garde civile). L'explication vient de la peur de la part des gendarmes de se retrouver face à des terroristes dans un contexte où les actes terroristes se multiplient.

Les **bavures** sont donc très courantes ce qui est de + en + mal accepté => provoque des **scandales** à partir de 1976-1977.

Ex : en 1976, l'**affaire Bartolomé Garcia** : un jeune habitant de Tenerife (Bartolomé Garcia) est confondu par la police avec le délinquant « El Rubio » responsable de l'enlèvement d'un industriel du tabac => la police prend son appartement d'assaut et sans sommation, elle tire 33 balles dans sa porte à la mitrailleuse. Son assassinat fait scandale et son enterrement rassemble 30 000 manifestants de gauche ! Une grève générale de 6 jours est proclamée dans l'île. Le maire de la ville envoie une lettre de protestation au ministre de l'Intérieur !

Ex : en 1982, l'**affaire du village de Trebujena**, des jeunes motards en excès de vitesse sont abattus par une patrouille de la gendarmerie sans tir de sommation et sans les arrêter ou les avertir. Le village de Trebujena où est originaire un jeune abattu, obtient le **rajout au drapeau régional** (d'Estrémadure) **d'une bande noire en signe de deuil** (elle reçoit une indemnité de la part de l'État) et une grève générale paralyse la région durant une semaine.

c) Les violences du renseignement (la **DGS** Direction générale de la Sûreté, installée à Puerta del sol à Madrid) :

- Après 1979, l'État pratique le terrorisme contre l'ETA au Pays basque : c'est l'**anti-terrorisme** de la **junte de sécurité du ministère de l'Intérieur**. Des agents spéciaux (mitrailleurs, mi-policiers) sont recrutés pour mener une guerre à l'ETA : ces policiers pratiquent des attentats, des enlèvements et des assassinats ciblés contre l'ETA jusque dans les années 1990 ! Entre 1983 et 1986, ces policiers spéciaux auraient tué 28 personnes illégalement (dont 9 civils innocents) ; ils seraient responsables de plus de 50 attentats à la bombe... Ils infiltrent le Pays basque français et y commettent des meurtres.

- Ils ont recours durant la transition à la **torture**. Des professionnels de la torture sont envoyés de Madrid au Pays basque pour lutter contre l'ETA comme **Billy el Nino**.

Ex : cas de « **Billy el Nino** » en Espagne, un tortionnaire sous Franco et durant la transition (il

⁵ Les jours suivants, dans la presse, un consensus national est établi pour dénoncer non pas la police mais les grévistes ! Le ministre de l'Intérieur, un ancien franquiste, Manuel Fraga dit dans la presse le lendemain : « il s'agit d'une occupation de la ville comme Petrograd en 1917. » => il justifie le massacre. La presse locale met en avant non pas la violence de la police mais celle des manifestants : « le renversement des voitures, les arbres déracinés, les agressions des piétons... ». Même l'opposition de gauche explique le lendemain avoir été dépassée par des extrémistes => un consensus national pour justifier le crime de la police. L'événement est perçu comme une atteinte à l'ordre public => les représentations de la dictature (il est interdit de faire grève et de manifester et c'est normal de tirer sur la foule de civils réunis) restent fortes ! Elles disparaissent progressivement => la violence se perpétue y compris au sein de la police durant la transition. Pour donner suite à ce massacre, Fraga propose à Suarez de déclarer l'**état d'urgence** (la transition peut être stoppée ici) mais Suarez refuse ce qui sauve *in extremis* le processus de transition vers la démocratie.

aurait torturé des dizaines de personnes entre 1971 et 1982) qui travaille durant la transition à la DGS de Madrid. Il est chargé de démanteler le GRAPO à Madrid puis il « travaille » au Pays basque contre l'ETA. Il torture et on le soupçonne de la disparition de plusieurs personnes => il aurait tué aussi.

Ce sont des **agents spéciaux** qui utilisent des barres de fer pour frapper les pieds ou les doigts sur des suspects allongés sur une table ; ils arrachent les ongles ; suspendent les détenus à une barre pour les étouffer ; font le supplice de la baignoire, des simulacres d'exécution ; recourent à l'électricité... En 1976, les premiers articles de presse condamnant la torture paraissent : des victimes parlent pour la 1^{ère} fois. En 1977, le recours à la torture diminue sans pour autant disparaître car il faut attendre la loi de juin 1978 qui interdit le recours à la torture par les forces de l'ordre. Des articles de 1980 dénoncent encore le recours massif en Espagne à la torture : un collectif d'avocats communistes avance le chiffre de 300 civils torturés par la police chaque mois dans le pays !

Ex : En février 1981, un scandale agite le pays : **Arregui Izaguirre**, membre de l'ETA, est arrêté le 4 février 1981 et meurt à l'hôpital le 12 février. Le médecin qui l'ausculte relève sur son corps des dizaines d'hématomes et des hémorragies internes nombreuses ayant entraîné sa mort. Plus de 10 000 personnes manifestent à son enterrement et 150 participent à une grève de la faim pour dénoncer son meurtre sous la torture. Le gvt est obligé de reconnaître qu'il a été torturé et le directeur général de la police doit démissionner. Les 5 inspecteurs qui l'ont torturé sont arrêtés en mars puis relâchés quelques mois après sans aucune condamnation.

d) La justice politique autoritaire de la période franquiste se perpétue pendant la transition :

- Une **justice politique** dans laquelle des **accusés politiques innocents** ne sont **pas défendus** par des avocats et où la **torture** est légale lors de **gardes à vue très longues**.

Le **TOP** (tribunal d'ordre public) franquiste existe encore au début de la transition : il n'est supprimé qu'en 1979 alors que la Constitution date de 1978. C'est un **tribunal militaire d'exception**. Les interrogatoires sont violents et la **garde à vue** est permise sans demande à un juge d'instruction **jusqu'à 3 jours** (72 heures) pour tout suspect !

Après le « 23 F » de 1981, la garde à vue est même étendue **au-delà de 3 jours** contre les terroristes ! Il faut attendre 1983 pour que le PSOE vote une loi restreignant la **garde à vue à 24h** (et exceptionnellement à 72h maximum pour les seuls faits de terrorisme).

- Un simple outrage ou une simple insulte contre l'État permet d'envoyer l'accusé en prison. Le TOP **arrête 800 civils par mois** pour des raisons politiques (donc ils sont innocents en droit démocratique) jusqu'en 1977.

Encore en 1982, 70% des personnes arrêtées sont relâchées sans poursuite postérieure (encore 120 arrestations par mois) ce qui signifie que, des milliers de civils espagnols ont été détenus plusieurs jours, souvent torturés, alors qu'ils étaient innocents !